

quatre prochaines années parce qu'ils négligent leur devoir.

Les Manitobains se sont opposés au libre-échange parce qu'ils s'efforcent depuis des générations de bâtir une ville de renommée mondiale. Ils ont travaillé à de nombreux programmes en étroite collaboration avec le gouvernement fédéral. Ils sont très sensibles au fait que le gouvernement ne s'occupe plus d'eux depuis quatre ans.

Les libéraux ont été élus à Winnipeg parce qu'ils avaient un plan d'action visant à protéger les travailleurs et à servir les intérêts de la ville. Les conservateurs ont été défaits parce qu'ils n'avaient rien à dire sur notre avenir. Ils continuent à faire de vagues promesses qui ne veulent rien dire dans la vie des gens.

Une voix: Des emplois et encore des emplois.

Une voix: Quand les verrons-nous?

M. Walker: Tout comme en 1984, nous attendons encore que le gouvernement fédéral crée un seul emploi à Winnipeg. Si jamais cela se produisait, nous applaudirions à un tel exploit.

On n'a convaincu aucun habitant de Winnipeg que sa ville tirerait des avantages de l'Accord de libre-échange. Nous continuerons de nous y opposer jusqu'à ce que le gouvernement nous assure que les travailleurs des secteurs du textile, de la transformation, de l'agriculture et des transports auront des emplois après que l'Accord sera entré en vigueur.

Le gouvernement devrait montrer sa bonne foi en constituant un comité chargé de déterminer comment protéger les emplois et servir les intérêts des habitants de Winnipeg dans le cadre de l'Accord. En l'absence d'une telle initiative, nous continuerons de nous opposer à l'Accord.

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à l'occasion de l'étude en deuxième lecture de cette mesure législative commerciale. Je voudrais profiter de l'occasion pour faire quelques observations au sujet de ma circonscription. Il s'agit d'une circonscription emballante et diversifiée, qui s'étend de la ligne de démarcation, à l'ouest, de la circonscription du député de Skeena (M. Fulton), jusqu'à la frontière de l'Alberta, à l'est, dans la circonscription dont le député est le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark).

Dans la circonscription de Prince George—Bulkley Valley, les industries prédominantes sont les forêts, les mines et l'extraction. Malheureusement, celle-ci a longtemps été négligée par les conservateurs.

Aujourd'hui, la voilà qui est menacée par l'Accord de libre-échange. Ce qui me préoccupe surtout dans le projet de loi, c'est ce qui risque d'arriver pendant la période d'élaboration de la définition du terme «subvention». Il

Accord de libre-échange

ne faut pas oublier que le gouvernement a déjà «vendu à rabais» l'industrie forestière de notre pays, surtout celle de ma province, la Colombie-Britannique. Il a capitulé devant les intérêts américains et signé le protocole d'entente auquel le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Vander Zalm, a réservé un accueil favorable, mais que l'industrie forestière a dénoncé.

M. Adam Zimmerman, qui n'est pourtant pas membre du nouveau parti démocratique, aurait déclaré, le 31 décembre, au *Vancouver Sun*: «C'est bizarre. C'est écoeurant; c'est un qualificatif très méchant pour une personne du secteur industriel.» M. Zimmerman, qui est également président du Conseil des industries forestières, a déclaré lors d'une entrevue: «L'Accord fait, d'un coup, de l'industrie du bois un parapluie industriel.»

Nous avons entendu dire que certaines compagnies forestières fonctionnent à perte depuis que les gouvernements provinciaux et fédéral ont cédé aux pressions exercées par des intérêts américains. Il est important de noter que l'Accord de libre-échange qu'on nous demande d'approuver aujourd'hui n'améliore pas la situation. Des mesures identiques peuvent être prises de nouveau. En fait, quand le premier ministre (M. Mulroney) a visité Prince George pendant la campagne électorale, il n'a pas pris d'engagement envers notre région et encore moins promis qu'il s'occuperait du protocole d'entente.

L'attitude du gouvernement envers le secteur forestier m'inquiète. Le vérificateur général a critiqué le laisser-aller du gouvernement dans la gestion des divers accords fédéraux-provinciaux sur les forêts. La Colombie-Britannique a mérité une mention particulière, ce qui n'est pas étonnant, compte tenu de l'incompétence du gouvernement Vander Zalm.

J'ai peur que sans garanties écrites du gouvernement et du ministre, nous n'ayons pas d'accord fédéral-provincial sur les forêts. Ma région de la Colombie-Britannique compte le plus de terres insuffisamment reboisées. Les dépenses fédérales et provinciales dans le secteur forestier seront-elles tolérées sous le régime de l'Accord commercial, selon ce qui est défini?

Un rayon d'espoir a peut-être lui cet après-midi. Le gouvernement met du temps à comprendre. Il faut lui répéter les choses deux ou trois fois. Pendant la période des questions, aujourd'hui, j'ai noté avec plaisir que le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) avait invité des représentants de l'industrie forestière à venir discuter avec lui du protocole d'entente. J'ai communiqué cet après-midi avec des représentants de cette industrie de notre province et je les ai incités à accepter l'invitation pour une rencontre que nous souhaitons tenir le plus tôt possible. Peut-être qu'avec un peu de chance, nous finirons par faire entendre raison au gouvernement.